le pouvoir aux tra-

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 10 janvier 2019 N° 451 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Faisons de 2019 une année de luttes et de grèves pour exiger notre droit à une vie décente !

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire
Un personnel politique minable … à l'image de la bourgeoisie dont il sert les intérêts

Page 3
Mali : Après trois mois de grève, les magistrats restent mobilisés

Page 3
Sénégal : recrudescence des harcèlements sexuels

Page 4
Côte d'Ivoire : faire entendre les revendications des travailleurs

Page 5
Sierra-Leone : le diamant ne profite en rien à la population

Page 6
Tchad :
la lutte des fonctionnaires fait reculer le gouvernement

Page 8
Guinée : il y a 60 ans Sékou Touré disait « Non »...

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Côte d'Ivoire

FAISONS DE 2019 UNE ANNÉE DE LUTTES ET DE GRÈVES POUR EXIGER NOTRE DROIT À UNE VIE DÉCENTE !

Lors de son allocution traditionnelle du 31 décembre, Ouattara a fait l'éloge du « Programme social » *qu'il prétend vouloir mettre en œuvre pour 2019. Si on le croit, il y aura de l'eau potable et de l'électricité dans chaque maison, des écoles partout avec des enseignants et du matériel scolaire en grande quantité, des logements sociaux pour les plus pauvres, des hôpitaux pour tous et bien d'autres choses de ce genre. Bref, il veut nous faire croire que demain tout ira mieux pour tous !*

Un Père Noël déguisé en président de la république n'aurait pas fait mieux ! Il a versé quelques larmes pour les victimes des inondations et pour ceux qui sont privés d'eau courante, mais il s'est bien gardé d'accuser l'irresponsabilité de son propre État en matière de prévoyance et d'infrastructures adéquates. Il a mis cela sur le dos du « dérèglement climatique » *!*

Il s'est félicité d'une « situation économique et financière remarquable » *en Côte d'Ivoire et a promis de faire davantage pour que le patronat ivoirien soit encore plus* « compétitif » *que ses concurrents voisins.*

Il n'a pas dit un seul mot sur la situation des travailleurs et des petits paysans qui sont pourtant à la base de la production des richesses dans ce pays mais qui ne peuvent pas vivre décemment du fruit de leur travail. Pas un mot sur les salaires qui sont bloqués depuis des années alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Il a au contraire demandé plus d'efforts aux travailleurs et plus de patience aux chômeurs. Autant dire que les travailleurs n'ont rien de bon à attendre du pouvoir pour l'année qui vient, pas plus qu'ils n'ont reçu lors des années précédentes.

Face à la cherté de la vie, il est plus qu'urgent de revaloriser les salaires dans les usines, les chantiers et les bureaux. Mais au lieu de cela, ce sont les cadences qui augmentent ; les ouvriers embauchés sont de plus en plus remplacés par des journaliers tandis que le nombre d'heures supplémentaires est sans cesse en croissance tout en n'étant pratiquement pas payé, etc.

Les capitalistes bénéficient de toutes les largesses du pouvoir. Celui-ci leur promet pour 2019 un « environnement des affaires » *encore plus favorable ; c'est-à-dire encore plus de facilités pour s'engraisser sur la sueur et la souffrance des travailleurs.*

C'est dire que la classe ouvrière aura à s'organiser et à se battre dans les lieux de travail comme dans les quartiers d'habitation pour défendre ses intérêts de classe exploitée et opprimée. Elle a les moyens d'arracher de meilleurs salaires et de meilleures conditions d'existence par l'arme de la grève car sans son travail il n'y a pas de production de richesses. Et si elle prend conscience de sa force sociale, elle peut devenir le fer de lance de la lutte de l'ensemble de la population pauvre contre cette société capitaliste qui ne se soucie que des intérêts égoïstes d'une minorité.

Souhaitons que l'année 2019 soit celle de la combativité ouvrière, l'année où elle commencera à se faire craindre du patronat et de l'État à son service.

Mali

IBRAHIM BOUBACAR KEITA À PLAT VENTRE DEVANT LE MOUVEMENT FONDAMENTALISTE MUSULMAN

Le ministère de l'Éducation Nationale du Mali voulait introduire dans les écoles publiques quelques notions d'éducation sexuelle mais face au tollé des imams du Haut Conseil Islamique du Mali (le HCIM), le Premier ministre a fait marche-arrière et a retiré le projet sans même avoir livré une petite résistance devant les tenants de l'islam rigoriste.

Pour montrer sa force, l'imam Mahmoud Dicko, président du HCIM, a fait défiler ses fidèles à Bamako malgré l'annonce du retrait de ce projet par le gouvernement. Ainsi, ils étaient des milliers à converger vers le Palais de la Culture le dimanche 23 décembre dernier, sous le cri de « Allah Akbar... » alors que la manifestation avait été interdite. Ce fut une véritable démonstration de force devant laquelle le gouvernement malien a pitoyablement reculé.

Ce n'est pas la première fois que les imams du HCIM font reculer le pouvoir. Il faut rappeler la débandade de l'ancien président Amadou Toumani Touré (alias ATT) en 2009 devant les partisans de ce même Dicko lorsqu'il a voulu apporter un petit toilettage du Code de la famille. Celui en vigueur était particulièrement réactionnaire sur le statut de la femme malienne. ATT avait déjà fait voter le nouveau code par les députés, mais les imams ont crié à la trahison de l'Islam et ont mobilisé leurs fidèles. Le 22 août 2009, environ 50 000 personnes sont venues au stade de Bamako à l'appel du HCIM et ont écouté les prêches enflammées de Dicko contre le nouveau code trop « occidental » à son goût car il donnait quelques nouveaux droits aux femmes.

ATT n'a même pas essayé de défendre son texte. Il l'a fait modifier sur le champ par les mêmes députés qui venaient de l'adopter. Tous les paragraphes qui ne plaisaient pas aux imams ont été gommés. Quelques voix d'associations de défense des droits de la femme se sont élevées contre la pression des mouvements fondamentalistes mais ATT a fait le choix de les ignorer.

L'actuel président IBK se retrouve devant la même situation. Il a envie de se montrer comme un président « moderne » pour plaire notamment à ses protecteurs de Paris, mais il a en même temps besoin de l'appui des dignitaires religieux pour calmer la colère de la population contre son régime.

Jusqu'ici, tant que les intérêts généraux de l'impérialisme français ne sont pas remis en cause au Mali, il est assuré du soutien de Paris. Reste à savoir s'il continuera à avoir celui des dignitaires religieux les plus influents.

Mali

DES CHEMINOTS EN GRÈVE DE LA FAIM

Familles de cheminots venues en soutien aux grévistes de la faim

Depuis le 19 décembre dernier, des cheminots maliens sont en grève de la faim pour réclamer le paiement des neuf mois d'arriéré de salaire que leur doit la régie des chemins de fer Bamako-Dakar. Ils sont plusieurs dizaines à s'être installés sous des abris de fortune près de la gare ferroviaire de Bamako. Ils ont choisi de se priver de nourriture pour attirer l'attention du gouvernement qui a jusqu'ici refusé de les écouter.

Après quelques jours de jeûne, certains ont été transportés vers les hôpitaux car leur état de santé s'est fortement dégradé. Leurs familles sont venues les soutenir devant la gare. Le gouvernement a fini par verser les salaires de deux mois sur les neuf mais les cheminots n'ont rien touché à cause du fait qu'ils s'étaient endettés auprès des banques et que celles-ci ont bloqué les sommes versées.

Les grévistes de la faim réclament le versement de la totalité des arriérés. Ils sont décidés à poursuivre leur mouvement après 17 jours. Jusqu'ici, le gouvernement ainsi que la régie jouent sur la carte du découragement des grévistes de la faim, d'autant plus que les trains, notamment ceux de transport de marchandises, circulent. Ils vont peut-être changer d'avis si le mouvement fait tache d'huile et qu'un grand nombre de cheminots arrêtent non pas de manger mais tout simplement de travailler.

Guinée

ALPHA KONDÉ LÉGALISE LA POLYGAMIE POUR PLAIRE À CEUX QUI VEULENT QUE LA FEMME RESTE SOUS LA DOMINATION DES HOMMES

Le 29 décembre dernier, le gouvernement guinéen a adopté un nouveau « *code civil* » qui légalise le mariage polygame. Jusqu'à présent, bien qu'autorisée pour le mariage religieux, la polygamie était officiellement interdite pour les mariages civils. À partir de maintenant, l'État reconnait légalement la polygamie.

Selon les statistiques officielles des autorités guinéennes, 48% des mariages pratiqués en 2012 étaient polygames. Le gouvernement en a conclu que puisque c'est une pratique courante il fallait la légaliser pour être « *en conformité avec les réalités du moment* » tel que le souhaitent les milieux traditionalistes. Ces gens-là veulent en effet que la société reste figée sur les valeurs traditionnelles ancestrales et que le statut de la femme reste comme il est depuis des siècles.

La « *réalité du moment* » (pour reprendre leurs termes) c'est aussi que le pouvoir d'Alpha Kondé fait face à une contestation de plus en plus ouverte et active. Elle est dirigée politiquement par les partis d'opposition et elle rencontre un écho favorable auprès d'une partie importante de la population, plus particulièrement dans les

grandes villes, à cause de la cherté de la vie, de la corruption et des fraudes électorales pratiquées par les tenants du pouvoir. La jeunesse scolaire et estudiantine est aussi en colère contre le mauvais fonctionnement des établissements publics. Cela fait beaucoup de mécontentements contre le pouvoir.

Malgré la répression policière, Alpha Kondé ne parvient pas à étouffer cette contestation. Alors il a sorti de son chapeau la carte des « valeurs traditionnelles » en espérant attirer la sympathie de la frange la plus réactionnaire de la société.

En légalisant la polygamie, il enlève le peu de protection qui restait dans la législation et qui permettait à des femmes de s'opposer à cette forme de mariage sur le terrain légal.

Quelques femmes ont dit non à cette légalisation mais leur voix n'a pas pesé lourd devant la dictature de Kondé. Elles n'ont pas trouvé non plus un appui favorable auprès des dirigeants de l'opposition puisque sur cette question, ils sont plutôt d'accord avec la position de Kondé. Rappelons tout de même que le chef de file de l'opposition actuelle, Cellou Dalein Diallo, est lui-même un polygame et se dit fier de l'être. C'est dire qu'avec une opposition comme celle-là, les pratiques rétrogrades auront encore de beaux jours devant elles.

Quel autre cadeau Kondé ferra-il encore en faveur des milieux traditionalistes pour ne pas être balayé du pouvoir ?

Côte d'Ivoire

LE PATRONAT A LE VENTRE PLEIN … BIENTÔT L'INDIGESTION ?

Le patronat ivoirien regroupé au sein de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), revendique « *plus de 2.000 entreprises membres, plus de 14.000 milliards Fcfa (environ 24 milliards de dollars US) de chiffres d'affaires annuels et plus de 200.000 emplois* ». À l'occasion de son bilan de fin d'année, son président actuel, Jean-Marie Ackah, a félicité le gouvernement ivoirien du bon climat des affaires qui règne dans ce pays.

Mais comme tout capitaliste qui se respecte, il veut toujours plus de cadeaux sous diverses formes de la part de l'État, c'est-à-dire : payer moins d'impôts, moins de taxes, recevoir plus d' « *aides au développement* », plus de commandes d'États, et toujours moins de tracasseries administratives. Bref, il veut le beurre et l'argent du beurre, au détriment des travailleurs et de la population pauvre !

COMMENT LES DÉPENSES « PRO-PAUVRES » SE TRANSFORMENT EN RECETTES « PRO-RICHES » !

À croire le gouvernement, il a prévu un budget de 2.505 milliards de francs au titre de « *dépenses pro-pauvres* », comme il le qualifie lui-même, et ce budget serait en augmentation de 9% par rapport à 2018. Il y a une entourloupe quelque part !

Regardons les hôpitaux publics, ils sont dans un état de délabrement alarmant. C'est le même constat pour les écoles publiques. Les travailleurs de ces secteurs sont souvent en grève car leurs conditions de tra-

vail se dégradent et leurs salaires sont bloqués.

Regardons nos quartiers pauvres d'Abobo, de Koumassi ou Yopougon, pour ne prendre que ces exemples. Les habitants continuent de vivre dans l'insalubrité car l'Etat ne met pas les moyens adéquats pour assurer l'entretien, sans parler de modernisation des infrastructures urbaines.

Alors, à qui bénéficient réellement ces milliards ? Peut-être à quelques hauts placés du pouvoir ou à quelques entreprises capitalistes choisies pour avoir droit aux «*mamelles* » de l'Etat ! Un coup de peinture par-ci, une surfacturation par-là et le budget « pro-pauvres » se transforme en magot pour les riches !

UNE AFFAIRE DE GROS SOUS À LA MAIRIE DU PLATEAU !

Le nouveau maire Pdci Jacques Ehouo, nouvellement élu à la commune du Plateau, par ailleurs député de cette même commune, n'a pas été autorisé à prendre possession de sa mairie.

Il a été convoqué, suite à une plainte portée contre la société « Neg Com » dont il était le propriétaire et en même temps gérant. Cette société « Neg Com » a été mandatée par la commune du Plateau pour collecter les « taxes publicitaires ». Ce micmac lui aurait permis de détourner ainsi plus de cinq milliards de francs au détriment de la commune.

On comprend pourquoi les dirigeants du Rhdp, pour ne pas dire du Rdr et ceux du Pdci ont lutté comme des enragés pour avoir le contrôle des grosses communes lors des dernières élections. Ce sont des vaches à lait pour les gagnants !

Ce n'est pas pour rien que ces gens-là sont prêts à tuer aux élections présidentielles, comme ce fut le cas en 2000, puis en 2010 ! Ici, l'enjeu n'est pas le contrôle d'une mairie mais de tout un pays ! « Bon mangé est là !», se disent-ils.

Voilà pourquoi ça se bouscule déjà au portillon… pour 2020 !

MINE D'OR DE TONGON : DES MINISTRES AU SECOURS DE LA DIRECTION POUR FAIRE PRESSION SUR LES TRAVAILLEURS !

Voilà une entreprise d'extraction d'or qui amasse des milliards de francs tous les ans sous forme de lingots d'or, grâce au travail des salariés. Elle est située non loin de M'Bengué au nord de Korhogo. Et comme dans toute entreprise capitaliste, les travailleurs qui produisent ces richesses sont les laissés-pour-compte !

Du coup, les grèves y sont récurrentes depuis plusieurs années. À chaque fois, les travailleurs n'ont obtenu gain de cause

qu'après blocage des activités de cette mine. Ce qui ne fait évidemment pas l'affaire des actionnaires et de leurs serviteurs au pouvoir.

Alors, pour contrer les travailleurs, ces capitalistes ont commencé par acheter les chefs des huit villages environnants en offrant à chacun d'eux une villa de plusieurs dizaines de millions de francs.

Ensuite, ils ont sollicité le 1er ministre Amadou Gon Coulibaly dont c'est le fief. Celui-ci a alors dépêché son ministre des Mines ainsi que le député-maire de M'Bengué, qui est en même temps ministre du Budget. Tout ce beau monde a fait alors pression sur les secrétaires généraux des syndicats des travailleurs pour qu'ils signent une « *trêve sociale de deux ans* ».

Côte d'Ivoire

L'un des ministres a déclaré qu'il va personnellement « veiller *au respect scrupuleux de cet accord et prendra des mesures appropriées contre tout contrevenant* ». Ce sont là les propos dignes d'un homme de main des capitalistes !

LES FEMMES D'ABOBO-PLAQUE-1 MANIFESTENT CONTRE LES MICROBES

Le 31 décembre dernier, les femmes d'Abobo Plaque 1 ont marché pour crier leur ras-le-bol des attaques fréquentes de « *microbes* » (bandes organisées de jeunes délinquants mineurs) dans leur quartier surtout lors de la période de fête. En brandissant des pancartes sur lesquelles on peut lire « *libérez Plaque 1 des microbes* », elles ont fait le tour du quartier.

Ce sous-quartier de la commune d'Abobo est particulièrement touché par le problème d'insécurité. Il ne se passe pas un jour sans qu'il n'y ait d'agression. Il y a eu des blessés et aussi, malheureusement, des morts. Il arrive parfois que les habitants s'organisent collectivement pour faire face aux agresseurs. C'est à ces moments-là seulement que les agressions diminuent. Mais une fois que les gens baissent les bras, tout redevient comme avant.

Pendant la marche des femmes, certaines s'adressaient directement au nouveau maire de la commune pour lui rappeler que quand il n'était que candidat, il avait crié à qui voulait l'entendre que s'il devenait maire, il mettrait fin aux agressions des «*microbes*». Force est de constater qu'aujourd'hui, une fois élu, il est aussi impuissant que son prédécesseur.

LES PAYSANS D'AHUA S'OPPOSENT À L'EXPROPRIATION DE LEUR TERRE

Dans le département de Tissalé, un conflit foncier a dégénéré en affrontements entre gendarmes et populations. Les paysans du village d'Ahua se sont opposés à leur expulsion des terres qu'ils cultivent depuis plus de cent ans. Ils en sont venus aux mains avec la gendarmerie et l'on dénombre des arrestations et des blessés parmi les villageois.

C'est depuis 2015 que cette question est pendante. La SCB (Société de Culture Bananière), qui est déjà présente dans la région, s'est appropriée 500 hectares de terres du village d'Ahua. Et quand l'affaire est allée en justice, c'est en faveur de la SCB que la justice a penché. Elle a demandé aux paysans d'évacuer leurs terres. Plus de 1000 personnes sont concernées par cette expulsion.

Le 2 janvier, lorsque les gendarmes sont arrivés dans le village pour appliquer l'ordonnance de justice, les villageois ne se sont pas laissé déguerpir. Cela a tourné à l'affrontement.

Malgré les blessés et les arrestations, les populations restent toujours sur le pied de guerre. Elles se préparent à faire face à de nouveaux affrontements avec les forces de l'ordre. C'est leur terre et ils ne comptent pas se laisser dépouiller.

Soudan

LES CLASSES PAUVRES MANIFESTENT CONTRE LA VIE CHÈRE

Amputé des trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, le Soudan connaît une crise sans précédent. Le pays est en plein marasme économique : manque de pain dans les boulangeries, moyens de transport presque inexistants, manque d'essence dans les stations-service, d'argent dans les banques. Les prix des médicaments sont hors de portée de la bourse des petites gens (ils ont augmenté de 50% ces derniers mois), l'inflation est galopante (plus de 200%), etc.

Début de la manifestation contre le pain à Oumdourman, ville-jumelle de Khartoum

Aussi le mécontentement des classes pauvres gronde, éclate parfois, et prend souvent une tournure politique. Ainsi depuis plus deux semaines les manifestations se poursuivent au Soudan contre la décision antisociale du gouvernement d'Oumar El Béchir d'augmenter ce matin du 18 décembre le prix du pain -un aliment de base- de 1 à 3 livres soudanaises (2 à 6 centimes d'euros). Le soir même de cette annonce, des centaines de personnes (des jeunes pour la plupart) qui sortaient d'un match de football à Omduman, ville jumelle de Khartoum, ont manifesté dans la rue au cri de « *Liberté, paix, justice* ». Comme une traînée de poudre, les manifestations ont embrasé presque toutes les grandes villes du pays.

Le 20 décembre à Atabara, ville située à l'est du pays où le siège du parti au pouvoir, le Congrès national, a été incendié, les forces antiémeutes sont intervenues brutalement sur des manifestants ; elles les ont aspergés de gaz lacrymogène, elles ont tué deux personnes. Le lendemain à Khartoum la capitale, des manifestants ont scandé dans les rues des mots d'ordre appelant à la chute du régime. Le 23 décembre, ils ont enflammé des pneus dans des rues d'Oum Rawaba (État du Kordofan au Nord). Le 24 décembre, un groupement de médecins soudanais a appelé à la grève, assurant qu'ils n'inter-viendraient qu'en cas d'urgence ; le 31 décembre, l'Association des professionnels soudanais (APS) a appelé également la population à manifester en masse dans les rues (...).

Dans tout le pays, la répression a fait 22 morts et 1.100 arrestations selon l'opposition soudanaise incarnée par l'Association de professionnels (APS). Pour les autorités, il y a eu 8 morts et 816 arrestations. Le dictateur Oumar El Bechir arrivé au pouvoir par

un coup d'État il y a 30 ans (en1989) cherche à couper la tête du mouvement. Mais cela n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Les manifestations et les grèves continuent.

Si pour le moment ces manifestations qui embrasent le pays n'ont pas encore suffi à « *chasser* » le dictateur Oumar El Béchir, il vit néanmoins avec la peur au ventre de tout perdre : son pouvoir et les prérogatives inhérentes à sa fonction.

Des travailleurs se sont mis en grève. Eux aussi en ont ras-le-bol de cette vie de plus en chère. Mais ce mouvement populaire est bien loin de leurs aspirations à un mieux être.

Tchad

MACRON REND VISITE À SON VALET

Les 22 et 23 décembre dernier, Macron a fait un voyage éclair au Tchad, en compagnie notamment de son ministre des Armées. Après avoir réveillonné avec les militaires français à la base de Kossei, près de la capitale, il a ensuite déjeuné avec le dictateur Idriss Déby, fidèle valet de l'impérialisme français. Avec cette visite, Macron achève ainsi son tour des cinq pays du Sahel (Mauritanie, Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad) engagés depuis 2014 dans l'opération Barkhane, qui regroupe 4 500 soldats pour combattre, paraît-il, les djihadistes islamistes. Au Tchad, l'ex-puissance coloniale est militairement présente depuis 1960, date de son indépendance.

22-23 décembre 2018 à NDJAM2NA : Macron et son valet Idriss Deby

Dans le milieu politique tchadien, certains dirigeants de l'opposition ne cachent pas leur amertume de voir Macron déjeuner avec Deby. L'un d'eux, porte parole de la Coordination des partis politiques pour la défense de la Constitution, a ainsi regretté : « *On aurait aimé au moins que ce pays* (la France) *s'intéresse un peu au calvaire que vivent les populations tchadiennes* ». Quant à Yorongar, député fédéraliste : « *Pour moi, c'est inapproprié. Si Macron a pris la décision d'aller rendre visite à Idriss Déby qui a les mains pleines de sang, je dis bien pleines de sang, je crois qu'il est passé complètement à côté* ».

Déby et Yorongar se connaissent fort bien. Le premier était le bras droit du bourreau Hissen Habré (condamné à Dakar pour "*crimes contre l'humanité*") et son exécuteur des basses œuvres : tortures, assassinats, exécutions sommaires des opposants politiques ou tous ceux critiquaient leur régime de terreur ; le second occupait le poste de ministre dans le gouvernement de Habré dont le régime a duré huit ans (de 1982 à 1990). Originaire du sud du pays, cet ancien ministre dénonçait des opposants, les livrant ainsi au criminel Hissen Habré. Dans une certaine mesure, il a participé au massacre ; il a lui aussi les mains tachées «*de sang*». Yorongar est un opportuniste.

Les capitalistes ne sont pas des enfants de chœur. Ce sont avant tout des bourgeois dont le seul but est de faire des profits. Ils exploitent les travailleurs à travers le monde. L'argent, c'est ça qui les intéresse. Que des travailleurs se tuent au boulot, que de par le monde des millions de personnes meurent de faim, ce n'est pas leur

souci. Les politiciens à leur service aussi se comportent comme eux. Macron n'est pas venu à Ndjaména pour s'attendrir sur le sort des pauvres ; il n'est pas venu pour donner des leçons de morale à Deby. Au contraire il lui a serré la main, une main « *pleine de sang* ». Depuis son accession au pouvoir en 1990, il a toujours été soutenu aux plus hauts sommets de l'État français. Deux fois, en 2006 et 2008, l'armée française est intervenue à Ndjaména contre des rebelles qui menaçaient son régime.

À vrai dire, si l'armée française est présente au Sahel, ce n'est pas pour combattre le terrorisme. Ce n'est que leurre. Sa mission est de veiller sur les intérêts capitalistes français dans le Sahel. Les affaires des groupes capitalistes présents en Afrique, comme Areva, Bolloré, Bouygues ou Total, valent bien le déplacement de leurs paillassons.

----------**P.10**

Le Tchad, l'un des pays les plus pauvres du monde, regorge cependant d'or et de pétrole. Mais les travailleurs et les petites gens n'en bénéficient pas. Ce sont ces capitalistes-là qui en font leur beurre.

Afrique de l'Ouest

MENACE DE FAMINE

Des représentants des pays de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis en début décembre 2018 à Banjul en Gambie durant une semaine pour constater que la famine frappe à nouveau les populations de la plupart des pays du sahel. Selon leur estimation 4,5 millions de personnes vivent actuellement dans des conditions alimentaires critiques et dans quelques mois leur nombre doublera si des mesures d'urgence ne sont pas prises. Ces « *spécialistes* » ont fait le constat que le développement des conflits armés et la sécheresse consécutive au réchauffement climatique, sont les principales causes de cette catastrophe annoncée pour 2019. Tout cela n'est pas faux mais les populations qui sont en train de mourir de faim et de soif ne peuvent pas se contenter des constats d'impuissance de ces messieurs.

Les grandes puissances et les riches de ce monde qui gèrent les richesses de la planète ont une lourde responsabilité dans la situation de famine qui semble s'annoncer non seulement dans le Sahel mais aussi dans d'autres contrées déshéritées de la planète. La seule chose qu'ils trouvent à faire c'est d'annoncer périodiquement des bonnes actions susceptibles selon eux d'éradiquer la faim dans le monde. Cela n'empêche pas que d'année en année la situation ne fait que s'aggraver. Ils dégagent la responsabilité du pillage des ressources par les capitalistes et leurs agissements néfastes qui consistent à spéculer sur les denrées alimentaires de base afin de réaliser des profits quitte à provoquer des hausses vertigineuses des prix. La mise en coupe réglée des ressources de la planète et la course aux profits sont les principales causes des famines. C'est pourquoi ce système est incapable de mettre fin au fléau que constitue la famine. Mais cette incapacité à y mettre fin remonte à bien avant que le réchauffement de la planète n'aggrave encore la situation.

Lorsque la crise de 2008 avait éclaté, des milliers de personnes en Afrique en avaient souffert et des émeutes de la faim consécutives à la flambée des prix des céréales, s'étaient produites dans plusieurs pays du Sahel. Ce genre de drame peut se reproduire et en plus grave car la menace d'une nouvelle crise semble à nouveau se profiler

En fait ce système malade est en crise et cela ne fait qu'aggraver la situation.. Pour éradiquer la famine il faut mettre fin au capitalisme.

France

MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Depuis le mois de novembre, des artisans, des petits patrons, des salariés, des retraités, des chômeurs, des petites gens manifestent, en portant des gilets jaunes, tous les samedis à Paris, dans les villes de province, sur les ronds-points des grandes routes. Au début ils étaient des centaines de milliers. Ils protestaient contre l'augmen-tation du prix du gasoil, la baisse des retraites et des allocations, contre les petits salaires. Ils ont manifesté indépendamment des organisations syndicales. Ils ont tenu le coup jusqu'à maintenant bien que leur nombre diminue avec le temps. Ils ont réussi à faire reculer le gouvernement, en particulier sur l'augmentation du prix du gasoil. C'est le résultat de leur détermination.

10 janvier 2019 : une manifestation des gilets jaunes

Le mouvement de protestation fait tache d'huile dans des pays d'Europe, comme en Belgique à Bruxelles, en Allemagne, en Espagne à Madrid, en Serbie à Belgrade, certes en nombre beaucoup moins important. Le gilet jaune est devenu symbole de protestation contre les mesures des gouvernements vis-à vis-des travailleurs.

Au Burkina Faso, la hausse des prix des carburants a provoqué, le 29 novembre la même protestation mais avec des gilets rouges.

Pour illustrer ce mouvement vous trouverez ci-joint un large extrait de l'éditorial de l'hebdomadaire de Lutte Ouvrière du 19 décembre 2018.

Les travailleurs doivent imposer aux capitalistes leur droit à l'existence

Le gouvernement et les médias se sont empressés d'enterrer le mouvement des gilets jaunes, après les manifestations en baisse de samedi dernier, qui ont cependant encore réuni des dizaines de milliers de personnes.

Castaner appelle à « *libérer les ronds-points* », tandis que Philippe fait mine de s'excuser de ce que le gouvernement n'ait pas « *assez écouté* » et promet que cela va changer. Quel que soit l'avenir de la contestation des gilets jaunes, les raisons de la colère ne disparaissent pas avec ces belles paroles.

Philippe promet des débats qui vont s'éterniser durant des mois et se dit même

favorable au référendum d'initiative citoyenne, que des politiciens de tout bord reprennent à leur compte. Mais que le gouvernement permette ou non aux électeurs de s'exprimer plus souvent ne changera pas le fond de sa politique, au service du grand capital et des très riches qui le monopolisent.

Les gilets jaunes l'ont démontré : la mobilisation est bien plus efficace que n'importe quel référendum ! Leur détermination a contraint Macron à en rabattre un peu, même si ces mesures sont insuffisantes et qu'elles seront payées par les classes populaires. Elles seront en effet financées par l'argent public, puisqu'il n'est pas question de s'en prendre aux capitalistes.

C'est au nom du travail que le gouvernement se contente d'une hausse de la prime d'activité sans augmenter le smic horaire car, à l'entendre, cela mettrait l'emploi en danger. Les travailleurs seraient donc condamnés à accepter les sacrifices, les payes minables pour des conditions de travail de plus en plus dures et des contrats toujours plus précaires, au nom de la lutte contre le chômage ?

Les bas salaires, la précarité et le chômage vont ensemble. Ils sont le résultat de la guerre que le grand patronat mène au monde du travail pour garantir ses profits, et de la politique qu'il impose en conséquence. Licenciements annoncés par le trust pharmaceutique Sanofi, fermetures de restaurants Flunch et de magasins HappyChic, deux filiales du groupe de la famille milliardaire Mulliez, fermeture d'une usine Nestlé dans l'Oise, d'une usine du groupe anglais Luxfer Gas dans le Puy-de-Dôme… La liste n'en finit pas de s'allonger, et des milliers de travailleurs et leurs familles vont se retrouver sur le carreau.

La mobilisation des gilets jaunes a mis sur la table l'un des problèmes des travailleurs : dans l'un des pays les plus riches du monde, il n'est pas possible de vivre dignement de son travail. C'est la loi qu'impose la grande bourgeoisie, mais ce n'est pas une fatalité.

Les travailleurs sont au cœur du système, dans les entreprises où naissent les profits. Ils ont la force et les moyens de se battre pour leurs intérêts ; pour l'inter-diction des licenciements, l'augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations et leur indexation sur les prix. Ces exigences vitales, les travailleurs ne pourront les obtenir que par leurs luttes, en s'attaquant à la domination du capital sur l'économie.

Lutter pour nos conditions d'existence signifie remettre en cause la loi du capitalisme, qui conduit la société d'une catastrophe à l'autre, menaçant même l'existence de la planète. En prendre conscience est la première étape de ce combat, que les travailleurs sont les seuls à pouvoir mener pour une autre société, débarrassée de la logique du profit.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.